



# Communiqué du bureau du SDFOLC91

*Evry, le 6 novembre 2017*

***Dans le droit fil des ordonnances Macron,  
le gouvernement veut liquider le Baccalauréat  
et poursuivre son offensive contre les statuts :***

## **Grève public-privé !**

Le gouvernement multiplie les mesures contre les salariés, les retraités et la jeunesse : ordonnances contre le Code du travail, attaques contre les services publics avec de nombreuses réductions d'effectifs, suppression massive des emplois aidés... et maintenant attaques contre la formation professionnelle et l'assurance chômage, puis contre la Sécu et le système de retraites par répartition.

Face à cette gigantesque entreprise de démolition sociale, la mobilisation syndicale s'impose. Nationalement, les confédérations FO et CGT avec Solidaires, l'UNEF, l'UNL, la FIDL et la FSU ont décidé de faire du **16 novembre** une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne, par des grèves et des manifestations. Le SDFOLC 91 s'inscrit dans cet appel et invite les personnels de collège et de lycée à se réunir en assemblées pour réaffirmer leurs revendications et décider la grève le 16 novembre.

### **Le SDFOLC 91 alerte les personnels : le baccalauréat est en danger !**

Pour le gouvernement au service du patronat, l'individualisation des relations de travail contre les droits collectifs implique d'en finir avec les diplômes nationaux et la possibilité pour les jeunes d'accéder à une qualification. Le projet de loi sur l'accès à l'université marque une véritable régression.

Il instaure la sélection à l'université et liquide de fait le baccalauréat comme premier grade universitaire. Le futur APB fera des « propositions personnalisées », afin d'opérer un tri selon le « profil du lycéen ». C'est la raison pour laquelle le gouvernement entend individualiser les parcours en lycée, ce qui conduirait tout droit à la disparition des programmes nationaux et du Bac en tant que diplôme national. Le ministre Blanquer a déjà fait connaître son intention d'introduire une part importante de contrôle continu pour l'obtention du diplôme. Pierre Mathiot, chargé de mener la consultation sur la réforme, s'est récemment prononcé pour un lycée « à la carte » et envisage la fin des séries S, L et ES.

### **Une nouvelle mission pour les enseignants : sélectionner pour gérer les flux**

Cette contre-réforme va menacer dès cette année les missions et le statut des enseignants. Il s'agit de faire des professeurs de lycée des acteurs de la sélection, en alourdissant leur charge de travail, notamment celle des professeurs principaux. Dans un contexte où le gouvernement ferme les Centres d'Information et d'Orientation, où les missions des Conseillers d'Orientation Psychologues sont remises en cause, nul doute que le ministre cherchera à s'appuyer sur la nouvelle évaluation des enseignants, qui juge leur capacité à « accompagner les élèves dans leur parcours de formation ».

### **L'heure est à la préparation du rapport de force pour gagner sur les revendications :**

- Maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire
- Maintien des statuts et respect des missions
- Augmentation du point d'indice de 16% pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat
- Abrogation de la réforme de l'évaluation des enseignants, non au salaire au mérite
- Non à l'augmentation de la CSG, non au rétablissement du jour de carence.
- Création des postes nécessaires (2 600 postes d'enseignants du 2nd degré sont supprimés en 2018)
- Maintien et rétablissement de tous les CIO, création des postes de COP nécessaires.